

*Journée Mondiale  
du Refus de la misère*

*17 octobre 2013 à Metz*

*« Ensemble vers un monde  
sans discrimination »*



*Livre Blanc  
sur les discriminations  
pour cause de pauvreté*

***Combattre la pauvreté***

***c'est combattre les préjugés.***

*Un des aspects les plus violents de la misère est le mépris que subissent trop souvent les personnes en situation de grande précarité*

*Cette année la Journée mondiale du refus de la misère est centrée sur le combat contre la discrimination pour origine sociale*

**La discrimination pour cause de précarité sociale doit être reconnue, car elle met en péril l'émancipation des personnes en situation de pauvreté.**

**PETITION lancée par ATD Quart Monde**

**Je ne veux plus** voir d'enfants interdits de cantine parce que leurs parents sont chômeurs.

**Je ne veux plus** entendre un maire considérer que, de par la pauvreté de leurs habitants, les logements sociaux seraient dangereux.

**Je ne veux plus** entendre un enfant traité de « cas soc' » dans la cour de récré parce que ses parents touchent les minima sociaux.

**Je ne veux plus** qu'on refuse la location d'un logement à une famille qui a les moyens de payer le loyer parce que sa condition sociale est trop visible.

**Je ne veux plus** qu'on décide d'expulser une famille d'un musée parce que son odeur incommoderait les autres visiteurs.

**Je ne veux plus** qu'un homme vivant à la rue se voit refuser l'accès à un salon de coiffure.

**Je ne veux plus** que des jeunes n'obtiennent pas d'entretien d'embauche parce qu'ils viennent des banlieues.

**Je ne veux plus** que des médecins refusent de soigner des malades sous prétexte qu'ils ont la CMU.

**Je ne veux plus** qu'on traite différemment des personnes parce qu'elles portent les stigmates de la pauvreté,

**Je ne veux plus** qu'on leur refuse l'accès à leurs droits.

**Je demande à notre gouvernement, à nos parlementaires de remédier rapidement à ces injustices. Je leur demande de donner un signal fort d'une République où l'on ne peut être discriminé en raison de sa pauvreté.**

**Je demande que des dispositions législatives appropriées soient prises pour que soit reconnue la discrimination pour condition sociale, signifiant ainsi à tous que les actes cités ci-dessus sont moralement inacceptables et illégaux.**

*J'ai été témoin un jour d'un acte de discrimination en sortant de l'église : un groupe de personnes s'est moqué d'une femme qui venait de tomber pour cause d'ébriété ! Personne n'est venu à son secours, ni appelé le SAMU, comme si pour les personnes pauvres c'était normal d'être allongé sur le trottoir !*

*J'ai été abandonnée par ma famille et j'ai grandi dans des foyers. Je n'y ai pas toujours très bien vécu et j'ai subi pas mal de maltraitances discriminatoires. On m'a regardé comme si j'avais la peste quand je me suis dirigée vers la personne pour l'aider.*

*En quoi sommes-nous différents, faut-il avoir vécu l'enfer pour penser à secourir des personnes qui ont comme seule faute de boire pour supporter leur malheur ? Pour moi, elle était malade et il fallait la secourir.*

*Aussi j'ai vu un reportage sur une chaîne allemande sur des patients qui avaient une caisse de maladie normal et qui devaient attendre des mois pour obtenir un rendez-vous chez un médecin spécialiste ! Ils étaient traités différemment que des patients avec une caisse de maladie privée qui eux, obtenaient leur rendez-vous dans la semaine !*

*Pauline*

***Nous ne voulons plus qu'on traite  
différemment des personnes parce  
qu'elles portent les stigmates de la  
pauvreté***

*Les gens disent que quand on a la CMU on profite et qu'on ne paye rien.*

*Pour mon fils qui est entré au cours préparatoire, j'ai été chez l'opticien.*

*Je regardais des montures, la personne du magasin est venue vers moi et a dit :*

*« Pour la CMU ce ne sont pas ces montures ». Elle présente des montures fragiles et non prévues pour des verres épais.*

*J'ai pris une autre monture et j'ai payé 65 € de ma poche.*

*Je lui demande si les lunettes étaient garanties 1 an. Elle me répond : non pour la CMU il faut prendre une assurance de 20 €.*

*J'ai donc dû payer 20 € de plus.*

*Ce n'est pas parce qu'on a la CMU qu'il faut accepter n'importe quoi.*

*Véronique*

*Dans un hôpital messin, une personne vient prendre rendez-vous auprès de la secrétaire, elle présente sa carte CMU.*

*La secrétaire à voix très haute lui dit « vous êtes à la CMU donc vous pouvez attendre plus longtemps ».*

*Cette personne s'est sentie humiliée devant toutes les autres personnes.*

*Laurence*

***Nous ne voulons plus que les personnes  
bénéficiant de la CMU  
soient discriminées.***

*En présentant la Journée Mondiale du Refus de la misère à une personne du centre-ville de Metz, j'aborde les discriminations pour cause de pauvreté.*

*Ce thème provoque une réaction très violente de cette personne...*

*« C'est bien beau la mixité sociale, mais on nous l'impose. Ce ne sont pas ceux qui l'imposent qui la vivent cette mixité...Moi, je dis que ces gens-là sont irrécupérables ».*

*Elisabeth*

*Pour la recherche d'un logement c'est galère, on ne nous propose que des logements sociaux insalubres – même si on peut payer.*

*Quentin*

*Certains agents immobiliers ont des consignes claires, données par les propriétaires, celles de ne pas proposer de logement à certaines catégories sociales.*

*Gérald*



***Nous ne voulons plus qu'on refuse la location d'un logement à une famille, qui a pourtant les moyens de payer le loyer, parce que leur condition sociale est trop visible.***

*On ne veut plus rencontrer les bailleurs sociaux pour trouver un logement si on n'est pas accompagnés par une assistante sociale ou des bénévoles d'ATD Quart Monde parce que notre parole n'est pas entendue, elle compte pour rien.*

*On a fait un dossier de surendettement parce qu'on ne pouvait plus payer le loyer de la maison devenu trop cher parce que notre fille et son enfant sont partis brutalement de la maison.*

*Depuis on cherche désespérément un appartement plus petit avec un loyer qu'on puisse payer. On nous a fait visiter un appartement dans un état lamentable, en nous disant d'accepter de le prendre comme ça que des travaux seraient faits après. Quand on a demandé depuis quand l'appartement n'avait pas été loué on nous a répondu que ça ne nous regardait pas. Alors on a demandé qu'ils fassent les travaux et dit qu'on viendrait revisiter.*

*On ne pouvait tout de même pas emménager avec nos trois enfants dans un logement insalubre ! L'employée du bailleur social a mal pris notre réponse. Elle nous a dit que ça ne marchait pas comme ça et nous a grillés auprès de tous les bailleurs sociaux et auprès de l'organisme qui statue sur l'acceptation du DALO.*

*On nous a proposé un appartement qui nous convenait au mois de juillet, et toute la procédure a été bloquée à cause de cette histoire. Depuis on attend toujours une proposition acceptable et de pouvoir déménager.*

*Béatrice et Maurice*

Voici LE DOSSIER DE 137 PAGES À LIRE  
ET À REMPLIR POUR BÉNÉFICIER D'UNE  
AIDE AU LOGEMENT DE 17 EUROS 25 !!!



C'EST BIEN LES ASSISTÉS,  
ÇA! TOUJOURS PARTISANS  
DU MOINDRE EFFORT!

ET SI ON  
SAIT PAS  
LIRE ?

NABUÏTANO

*J'ai moi-même, en croyant bien faire, été l'auteur d'un acte discriminatoire : à l'école où je travaille, on a accroché à l'entrée une pancarte: " Les poux sont de retours!". Sans réfléchir, je me suis directement dirigé vers une maman, qui je savais venir d'un milieu pauvre, et qui a eu l'année passée des problèmes dans sa famille avec les poux. Quand je lui ai demandé si elle avait bien pris des précautions, j'ai réalisé mon erreur, quand elle m'a regardé avec des grands yeux ronds et chuchoté qu'elle n'avait rien constaté chez elle. J'avais fait une bêtise, j'ai eu honte, je me suis sentie misérable ! Pourquoi ai-je pensé que seules les familles pauvres pouvaient attraper des poux ? Ça a été une bonne leçon pour moi et je voudrais la faire partager à tous !*

*Marie*

*A propos des enfants qui viennent des cités, une prof.me disait : « Lundi, mardi ça va, mais le vendredi il faut ouvrir les fenêtres parce que cela sent mauvais ».*

*Stéphanie*

*Vivre en semble au milieu d'ATD c'est facile. Dans mon quartier ce n'est pas possible, à cause du regard des autres. Alicia a eu des poux. Soi-disant que je ne sais pas m'en occuper. Alors maintenant c'est François qui l'emmène à l'école. Je me suis fermée. Je ne parle plus aux mamans. Un mot avait été mis sur la porte et je l'ai pris pour moi. En plus, les bons de la mairie pour aider à acheter les produits, la maîtresse vous les donne devant tout le monde. Je ne supporte pas. Je n'ai pas supporté. C'est humiliant. François est allé voir la maîtresse pour lui expliquer. Lui faire comprendre. Qu'après, il y a les préjugés. Et comment on fait pour s'en défaire ?*

*Sabine*

***Nous ne voulons plus que des enfants et des parents soient stigmatisés à l'école parce qu'ils sont pauvres.***

*Je ne suis pas illettré, je sais lire et écrire.*

*A la mort de ma mère, on a décidé de me nommer un tuteur pour gérer mon argent car je n'y arrivais pas seul.*

*Maintenant, quand je lui demande quelques euros, il me répond qu'il n'y en a plus !*

*Seulement, il ne me montre jamais ce qu'il paye, jamais de décompte mensuel, je ne sais pas où va mon argent. Il ne me respecte pas et rigole quand je le menace d'en parler au juge, il ne m'en croit pas capable car je suis un pauvre gars, il me prend pour un nul.*

*J'en ai parlé à un avocat qui m'a dit que le tuteur devait montrer un décompte au juge et à la personne concernée, donc à moi.*

*Aujourd'hui, j'ai fait une demande auprès du juge pour avoir un autre tuteur.*

*C'est triste que l'on soit obligé d'en arriver jusque-là, on abuse de nous quand on est pauvre!*

*Gérard*

***Nous ne voulons plus que l'on considère  
des personnes en situation de pauvreté  
pour des incapables.***

*J'ai élevé mes 3 enfants toute seule et j'ai réussi malgré que je ne sache pas lire. Avec les aides sociales d'aujourd'hui, c'est bien beau mais on nous prend pour des marionnettes. Je suis à ma 2<sup>ème</sup> curatrice. La première ne payait jamais les factures, ou en retard, et j'ai déjà eu l'huissier devant ma porte, c'était humiliant ! La 2<sup>ème</sup> curatrice, elle ne m'informe pas de l'état de mes comptes. Je recevais 400 euros par semaine avec l'autre, ici, je ne reçois plus que 125. Elle m'a dit qu'il n'y avait plus d'argent ! Ne comprenant pas, j'en parle avec une personne qui travaille à ATD Quart Monde et je lui montre le décompte que j'avais reçu. Elle remarque un retrait de 4.320,59 euros pour le FNS (Fonds de Solidarité) et me demande ce que c'est, je ne savais pas. Elle a alors téléphoné à la curatrice qui lui a expliqué que c'était le trop perçu de mon revenu minimum garanti que j'ai dû rembourser. Elle lui a demandé d'envoyer tous les courriers concernant ce remboursement.*

*Quand on les a reçus, on a vu que j'avais eu un courrier du FNS en janvier m'informant que l'allocation complémentaire sera réduite suite un recalcul du RMG (revenu garanti minimum), car la mise en compte de l'allocation de maternité de ma fille, qui vit avec ses deux bébés chez moi, de l'allocation d'éducation payée en faveur du fils de celle-ci, fait partie du revenu du ménage et doit être déduit. La lettre indique aussi que la décision définitive n'est pas encore prise et est susceptible d'un recours, que j'avais 40 jours pour me pourvoir contre cette décision.*

*En juin 2013, le FNS informe par recommandé de la décision définitive de la fixation du nouveau montant et à la restitution endéans un mois de l'allocation complémentaire indûment touchée d'un montant de 4.320,59 €. Il était écrit : « Vous avez également été invitée à présenter d'éventuelles observations par rapport à cette restitution. » Puisque je n'ai pas réagi, ils ont conclu que j'étais d'accord avec cette décision.*

*La curatrice ne m'a pas non plus informée que je pouvais effectuer ce remboursement par des échéances mensuelles, elle a tout payé en une fois du coup je me retrouve en débit ! Je trouve ça discriminatoire car elle a agi comme si je n'existais pas !*

*Kristie*



***Nous ne voulons plus que des familles  
allocataires d'aides sociales ne soient  
pas respectées.***

*Dans mon immeuble une pétition a circulé contre un projet de la mairie : il s'agissait d'aménager un terrain de foot pour les jeunes sur un espace en face de l'immeuble.*

*A mon avis c'était une bonne idée et j'ai refusé de signer la pétition.*

*Mais voilà ce que j'ai entendu « ça va faire venir la racaille du quartier qui est derrière ».*

*J'ai répondu :*

*« Avant d'habiter ici, j'ai passé toute mon enfance dans ce quartier et je n'y ai pas vu plus de racaille qu'ici ! ».*

*Le terrain de foot n'a toujours pas vu le jour !*

*Françoise*

***Nous ne voulons plus que les jeunes de banlieues soient discriminés.***

*Deux jeunes se rendent dans un grand magasin, spécialisé en télévision, micro-informatique et multimédia. Ils fréquentent régulièrement ce magasin, et sont déjà venus une semaine plus tôt.*

*Mais, ils ignorent en arrivant, que la semaine précédente, un vol a eu lieu dans ce magasin. Ne se doutant de rien, ils flânent dans les rayons, regardent les écrans de télévision pour se distraire. Comme ils ont beaucoup marché pour arriver jusqu'ici, ils sont fatigués et s'assoient carrément par terre, pour se reposer.*

*Ils n'ont pas beaucoup d'argent, et après un petit tour dans le magasin, ils décident de sortir sans rien acheter, comme souvent. Mais, à la sortie du magasin, deux vigiles les attendent, les empêchent de sortir, et les emmènent à leur poste de surveillance. Là, ils commencent à accuser les jeunes d'avoir volé dans le magasin, la semaine précédente. Les jeunes clament leur innocence, mais les vigiles sont convaincus d'avoir réussi à attraper leurs voleurs.*

*Se sentant accusés injustement, les jeunes se rebellent. Le ton monte. Les vigiles appellent la police par téléphone, qui ne tarde pas à arriver sur les lieux. Les policiers reprennent l'interrogatoire commencé par les vigiles, et procèdent à une fouille corporelle sur les jeunes.*

*Les deux jeunes se sentent humiliés par cette situation, et très démunis pour tenter de prouver leur bonne foi. Face aux forces de l'ordre, ils ne font pas le poids.*

*Ils ont vraiment le sentiment qu'ils ont été arrêtés à cause de leur apparence : leur tenue vestimentaire de jeune de banlieue, avec la casquette à l'envers, et leur comportement différent de la plupart des clients (comme de s'asseoir par terre dans les rayons, par exemple).*

*Sans doute, les vigiles ont-ils déjà repéré depuis assez longtemps ces jeunes qui viennent régulièrement sans rien acheter. Pour eux, ce ne sont pas des bons clients, mais seulement des fauteurs de troubles en puissance.*

*Pendant l'intervention de la police, un des deux vigiles visionne à nouveau l'enregistrement vidéo fourni par les caméras de surveillance. Il a sans doute été sensible à un alibi des jeunes : la semaine précédente, ils ne sont pas passés par le rayon où l'objet a été dérobé (un lecteur MP3). Dans le doute, ce vigile préfère vérifier si les déclarations des jeunes concordent avec les images enregistrées.*

*Or ces déclarations concordent bien : à aucun moment on ne voit les jeunes dans le rayon où a été commis le vol. Par contre, l'attention du vigile est retenue par le comportement louche d'une vieille dame, qui pourrait bien être la voleuse.*

*Alors, ce vigile retourne auprès des jeunes et des policiers, et explique ce qu'il a observé sur l'enregistrement vidéo. N'ayant rien trouvé en fouillant les jeunes, et voyant que les vigiles ne pouvaient apporter aucune preuve de leurs accusations, les policiers décident de relâcher les jeunes.*

*Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Deux semaines plus tard, un des jeunes retourne dans ce magasin. Il est confiant, puisque son innocence lui semble avoir été reconnue. Il a été relâché par la police, au moins au bénéfice du doute.*

*Mais à l'entrée du magasin, le vigile en faction le reconnaît, et aussitôt lui barre le passage, pour lui interdire l'accès au magasin. Malgré les protestations du jeune, il ne le laissera pas entrer.*

*Cela démontre bien l'attitude discriminatoire de ce vigile, puisqu'il n'a aucun motif légitime pour empêcher le jeune de rentrer dans le magasin. Il n'a que des soupçons, et surtout des préjugés sur les jeunes des quartiers défavorisés.*

*Pour nous, il s'agit d'un véritable abus de pouvoir ; ce professionnel sait qu'il est en position de force par rapport au jeune.*

*Une histoire vécue et racontée par un membre du groupe  
Jeunes ATD Quart Monde de Nancy*

*Quand j'étais enseignante, nous avions un garçon, le « Pit », à qui on devait laver tous les matins son visage et ses mains, remettre ses vêtements en ordre.*

*Un jour, le directeur est venu me voir et à dit : « le gamin va être placé dans une classe spéciale\* ! De toute façon c'est sa place car ses parents l'ont aussi fréquentée. »*

*J'ai été choqué, surtout qu'il n'a même pas consulté les notes de Pit. C'était un bon élève ! »*

*\*enseignement spécial pour les enfants qui n'arrivent pas à suivre ou pour les étrangers*

*Yvette*

*Je gardais des enfants chez une personne qui avait une fonction publique importante.*

*Un jour il a appris que j'étais de la DDASS, il m'a reproché de ne pas lui avoir dit à l'embauche.*

*Il m'a dit que je n'étais pas une personne de confiance, qu'il ne pouvait pas me faire garder ses enfants et j'ai donc perdu mon travail.*

*Noémie*

***Nous ne voulons plus d'enfants et  
d'adultes discriminés à cause de  
présomptions d'incapacité.***

*R. appelle un taxi par téléphone depuis Borny.*

*On lui répond que quelqu'un vient tout de suite et R. sort sur le trottoir pour l'attendre.*

*Après un bon moment, toujours rien.*

*R. remonte chez elle et rappelle la société de taxi.*

*"Oh, mais ils ne veulent pas venir à Borny, ils ont trop de surprise..."*

*Edith*

*Renée nous raconte: elle attendait le bus, elle était seule sur le quai.*

*Quand celui-ci est arrivé, il a ralenti, puis a redémarré sans ouvrir les portes.*

*Elle a téléphoné à la direction de la société du bus, et s'est plainte !*

*Le chauffeur a alors été questionné, et il a répondu*

*« En voyant cette femme mal habillée, j'ai cru que c'était une pauvre, une droguée, et je ne me suis pas arrêté ! »*

*Renée*



***Nous ne voulons plus que des personnes soient discriminées car habitant certains quartiers.***

*Entendu au centre-ville : " mais pourquoi ils font passer le Mettis à Borny ?*

*Ce n'est pas nécessaire de faire venir toute la racaille de Borny en ville».*

*Les habitants de Borny n'ont-ils pas le droit de venir en ville ?*

*Stéphane*

*Une personne BCBG me dit : » En faisant passer le Mettis à Woippy et à Borny, tous les voyous vont pouvoir se donner rendez-vous à Metz ».*

*Francis*

*Un jour de marché à Borny, une voiture mal garée bloque toute la circulation.*

*Voyant des policiers immobiles au milieu de l'embouteillage, un habitant leur demande de faire le nécessaire.*

*Ils répondent : à Borny, on a ordre de ne pas intervenir... Borny, serait-il zone de non-droit où les habitants n'ont pas droit à être protégés !*

*Emile*

***Nous ne voulons plus qu'on permette la stigmatisation de certains quartiers. Cette stigmatisation engendre des discriminations envers leurs habitants.***

*Je ne comprends pas le français.*

*Ici, à Luxembourg, tous les courriers administratifs sont en français, même ceux que les offices sociaux et juridiques nous envois !*

*J'avais reçu une lettre d'un avocat.*

*J'ai demandé à mon assistante de me traduire, elle m'a répondu :*

*« Ça ne sert à rien, vous n'avez pas besoin de savoir ce qu'il y a écrit car vous n'y comprendrez de toute façon rien ! »*

*Karine*

***Nous ne voulons plus que des personnes  
ne soient pas traitées comme toutes les  
autres, qu'on les prive de leur dignité.***

*J'étais la semaine passée au guichet de l'administration communale pour refaire ma carte d'identité.*

*Un homme s'est présenté au guichet d'à côté et a demandé un certificat de composition du ménage.*

*Le fonctionnaire lui a demandé pourquoi il en avait besoin, et l'homme a répondu que c'était pour une demande d'obtention du RMG (revenu minimum garanti).*

*Le fonctionnaire a tout d'un coup changé de ton et répondu qu'il n'avait pas le temps, qu'il fallait qu'il revienne le lendemain.*

*J'ai failli intervenir quand l'homme, calmement, a insisté qu'il lui fallait le papier aujourd'hui car il avait rendez-vous le lendemain avec le service du FNS (fonds National de Solidarité).*

*Au bout de 3 minutes, le fonctionnaire, voyant que je l'observais, a enfin obtempéré, grognon et muet.*

*Nicki*

***Nous ne voulons plus que des personnes ayant le RSA soient mal accueillies dans les administrations.***

*Dans un hôpital privé de Metz, Carole a été opérée du doigt.  
L'opération a été ratée.*

*Elle retourne chez son médecin généraliste qui n'a pas eu de  
compte rendu d'opération ni aucun échange avec le  
chirurgien.*

*Carole réussit à rencontrer le chirurgien qui en guise  
d'explication lui dit :*

*« De toute façon vous venez de Borny ».*

*Carole s'est maîtrisée pour ne pas le gifler.*

*Agnès*

*Un jour une femme est arrivée en pleurant.*

*Je lui ai demandé pourquoi elle pleurait et elle m'a dit :*

*« Je reviens de chez le docteur. Là, une infirmière m'a  
déshabillée et poussée de force sous une douche. Elle m'a  
traité comme une moins que rien !*

*On m'a humilié, c'est pas normal de traiter une personne  
comme ça.»*

*Odile*



***Nous ne voulons plus qu'on traite  
différemment les personnes parce  
qu'elles portent les stigmates de la  
pauvreté ou qu'elles habitent une  
banlieue.***

*Je ne suis pas fière de mon père : quand j'étais plus jeune, j'avais une amie qui habitait un quartier connu pour ses logements de familles pauvres.*

*Un jour, je l'avais amené à la maison, mon père l'a vue et j'ai été punie et eu interdiction de la revoir !*

*Suzanne*

*"On a vu un clochard à qui une caissière a refusé de passer en caisse avec ses courses, dans lesquelles il n'y avait même pas d'alcool.*

*Elle a appelé le vigile parce que soit disant il puait.*

*Le vigile l'a sorti, le clochard a dû partir sans ses courses, alors qu'il avait l'argent pour payer.*

*On est sortis voir le vigile. Maurice lui a dit que ça pourrait lui arriver un jour de se trouver à la rue.*

*Le vigile a répondu qu'il suivait les ordres du magasin."*

*Béatrice et Maurice*

***Nous ne voulons plus qu'un homme vivant  
à la rue se voie refuser l'accès à un  
magasin d'alimentation.***

***Participation de 2 jeunes rappers à l'Hôtel de Ville de Metz :  
Serpente et JM 5 de l'association Bouche à Oreille de Metz  
Borny.***

***Extrait de « Médite »***

*« Médite à rester positif,  
t'as pas l'choix donc résiste  
au bord du précipice  
les bonhommes les vrais sont  
rarissimes  
on tombe dans le gouffre  
il y a rien de plus réel,  
mais on sait qui tient les rênes  
avec leurs gueules de macaque  
et leurs yeux de hyène  
pas besoin de faire de dessin  
ils exploitent même les gamins  
ce monde se salit les mains  
on sent bien que la fin approche  
la faute à certains êtres humains*

*le seul moyen de m'exprimer  
c'est le micro que je tiens en  
main »*

***Extrait de « La vie est dure »***

*« On nous accueille en nous  
traitant d'immigrés  
dès la naissance exploités  
sans les enfances massacrées  
Le terrain est miné !  
Moi je dis stop au jugement  
qui provoquent les mauvais  
enchantelements  
on est tous les mêmes  
avec des problèmes différents »*

POUR MA PART, JE  
REFUSE LA MISÈRE!

POUR VOTRE PART!  
MAIS... POUR CELLE  
DES AUTRES?



NAPOLITANO

« La misère est l'œuvre des hommes

seuls les hommes

peuvent la détruire ».

*Joseph Wrésinski*

**Toute personne, quelle que soit sa position dans la société a une dignité égale à celle de toute personne.**

Les faits de discriminations notés sur ce livre blanc sont révélateurs d'un déni de la dignité et des droits des personnes vivant dans la pauvreté.

La Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme vient de voter un avis sur la discrimination fondée sur la précarité sociale.

*Un 20ème critère de discrimination*

**« Notre pays est prêt à reconnaître qu'en effet, être pauvre en France aujourd'hui, c'est avoir des difficultés matérielles souvent compliquées à surmonter, mais aussi subir le mépris ou les préjugés qui entraînent des traitements différents et des refus de droits. Il faut désormais que la loi reconnaisse cette discrimination. »**

Nous, élus et citoyens, sommes ensemble porteurs de ce combat contre la discrimination pour raison de précarité sociale.

**Vous, élus de notre région, de notre département et de nos villes, avez la responsabilité de renforcer l'effectivité des droits économiques, sociaux et culturels, civils et politiques garants du respect de l'égalité de dignité de tous les êtres humains.**